

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

AGENCE CULTURELLE GRAND EST

1 Route de Marckolsheim

67600 SELESTAT

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

A Mesdames, Messieurs, Membres de l'association AGENCE CULTURELLE GRAND EST,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGENCE CULTURELLE GRAND EST relatifs à l'exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, et n'ayant pu consulter les documents signés autorisant cette affectation nous attirons votre attention sur les notes de l'annexe des comptes annuels et notamment concernant le commentaire relatif à la variation des fonds dédiées (page 11).

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- l'examen des estimations comptables significatives, et notamment, la vérification du cadre conventionnel des subventions reçues de la part des financeurs, ainsi que leur correcte comptabilisation,
- les options retenues dans le choix des méthodes comptables,
- la présentation d'ensemble des comptes,

n'appellent pas de notre part de commentaires particuliers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Sélestat, le 30 mai 2025.


Philippe DOUCY
Commissaire aux comptes



Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	328 954	328 954		
	Autres immobilisations incorporelles (1)	105 514	57 835	47 679	61 670
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	5 458 141	4 655 108	803 033	479 998
	Autres immobilisations corporelles	1 290 615	1 183 220	107 395	157 179
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	22 815		22 815	222 500
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	7 750		7 750	7 750
TOTAL (I)		7 213 789	6 225 116	988 672	929 097
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	79 118		79 118	145 553
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	292 820		292 820	200 006
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 345 753		1 345 753	1 333 162
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	38 572		38 572	45 276
	TOTAL (II)	1 756 263		1 756 263	1 723 997
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		8 970 052	6 225 116	2 744 936	2 653 094
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	1 158 955	837 172
	Excédent ou déficit de l'exercice	54 487	321 783
	Total des fonds propres (situation nette)	1 213 442	1 158 955
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	866 253	634 899
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	866 253	634 899
	Total des fonds propres	2 079 695	1 793 854
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	40 202	79 306
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	40 202	79 306
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	92 050	84 455
	Total des provisions	92 050	84 455
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	12 030	47 306
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	101 282	245 718
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	147 785	129 194
DETTES DIVERSES	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	255 806	253 961
	Autres dettes	16 086	19 301
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	532 989	695 480
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	2 744 936	2 568 640
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	54 486,63	321 782,94
	(1) Dont à moins d'un an	532 989	695 480
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	12 030	47 306

SAIRE AUX
2 653 094GRAND EST
37 a, rue des 47-3067750 KIENZVILLE
SIRET: 820 441 143 00019

COUR D'APPEL DE COLMAR

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	405	480
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	583 743	483 678
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 240 222	2 243 500
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	10 000	
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		138 007
	Utilisations des fonds dédiés	61 604	46 495
	Autres produits	12 026	3 576
	Total des produits d'exploitation	2 908 000	2 915 736
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 071 434	1 203 109
	Aides financières	79	
	Impôts, taxes et versements assimilés	92 532	89 220
	Salaires et traitements	935 850	972 494
	Charges sociales	374 850	363 157
	Dotation aux amortissements et dépréciations	388 279	353 407
	Dotation aux provisions	7 595	
	Reports en fonds dédiés	22 500	
	Autres charges	6 043	13 370
	Total des charges d'exploitation	2 899 162	2 994 758
	RESULTAT D'EXPLOITATION	8 838	(79 021)



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		8 838	(79 021)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	59 214	3 694
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		59 214	3 694
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		59 214	3 694
RESULTAT COURANT avant impôts		68 052	(75 327)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		65 904
	Sur opérations en capital		332 093
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		397 997
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			397 997
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		13 565	887
TOTAL DES PRODUITS		2 967 214	3 317 427
TOTAL DES CHARGES		2 912 727	2 995 645
EXCEDENT ou DEFICIT		54 487	321 783
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **2 744 936** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **2 967 214** euros
 - un total charges de **2 912 727** euros
 - dégage un résultat de **54 487** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par le Conseil d'Administration et arrêté le 20 mai 2025.

1. PRESENTATION GENERALE DE L'AGENCE CULTURELLE GRAND EST

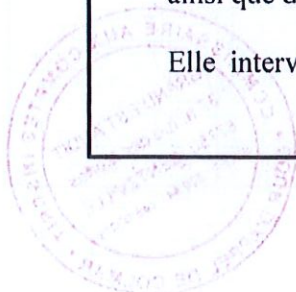
1.1 Activité

L'Agence culturelle Grand Est est un outil au service des politiques publiques de la culture et apporte aux élus, créateurs, diffuseurs, son soutien dans le domaine de l'information, de l'ingénierie, de l'accompagnement artistique, des moyens techniques ainsi que de la formation. L'Agence culturelle gère également deux parcs de matériels accessibles aux acteurs culturels, aux associations et aux collectivités locales. Elle met en partage des banques de ressources numériques dans les domaines du spectacle vivant et des politiques publiques de la culture.

1.2 Présentation du projet

L'Agence culturelle Grand Est est un outil au service des politiques publiques de la culture et apporte aux élus, créateurs, diffuseurs, son soutien dans le domaine de l'information, de l'ingénierie, de l'accompagnement artistique, des moyens techniques ainsi que de la formation.

Elle intervient dans le domaine des arts de la scène et des politiques culturelles.



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Ainsi, elle agit en faveur des arts de la scène en veillant à la qualité et à l'aménagement de l'offre culturelle depuis la création jusqu'à la diffusion d'un projet artistique pour favoriser sa rencontre avec les publics.

Pour favoriser la diffusion des spectacles sur le territoire national, prolonger leur visibilité et leur durée d'exploitation, l'Agence culturelle met en place des espaces d'interconnaissance entre équipes artistiques et lieux culturels. Ainsi elle soutient la mobilité des spectacles Grand Est dans le cadre des actions mis en œuvre avec la Collaborative. Cette aide vise à renforcer la circulation des équipes artistiques Grand Est en dehors de la Région.

L'Agence définit son action dans un projet d'établissement qui précise ses axes d'intervention et décline ses modalités de participation. Assembler plutôt qu'organisateur, impulseur plutôt que gestionnaire de projet, l'Agence initie des démarches développant l'interconnaissance entre les acteurs de l'écosystème ainsi que l'articulation des problématiques sur l'ensemble de la chaîne de valeur de la culture : création, production, diffusion, formation, médiation. Dans sa mission de structuration des filières professionnelles, elle propose une palette d'offres contribuant à l'accroissement des connaissances et des compétences (rencontres professionnelles, séminaires, ateliers, workshop, coaching...). Elle favorise des dynamiques de coopérations au-delà de la région tant dans l'espace national que transfrontalier.

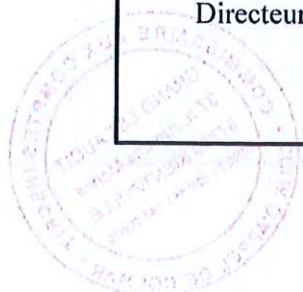
Les objectifs poursuivis sont : Structurer les réseaux professionnels, consolider les qualifications, développer la coopération et renforcer l'économie des projets, faciliter l'accès à la ressource, susciter la mobilité des équipes et de projets au-delà des territoires d'implantation, favoriser la coopération publique au sein de projets culturels de territoire

Les publics ciblés sont les Compagnies artistiques, établissements culturels, auteurs, réalisateurs, collectivités territoriales. L'agence s'emploie à jouer son rôle d'ensemblier en rapprochant les différents acteurs de l'écosystème dans lequel agit l'opérateur.

Afin de réaliser le projet associatif, des partenariats ont été mis en place avec la Région Grand Est, la Drac Grand Est et les Départements.

L'Agence rayonne sur la Région Grand Est, le territoire national et transfrontalier.

Les moyens mis en œuvre par l'Agence pour réaliser son projet associatif sont exposés en détail dans le rapport moral du Président et le rapport d'activité du Directeur Général présentés lors de l'Assemblée Générale.



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Le Plan d'action 25-28 a été présenté en Commission Culture et Mémoire de la Région Grand Est le
lundi 20 janvier 2025 pour un passage de la subvention soumis au vote lors de la Commission
permanente
de la Région Grand Est le vendredi 24 janvier 2025.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Il a été fait application des dispositions particulières du règlement n° 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Par anticipation, il a été fait application des dispositions du règlement n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

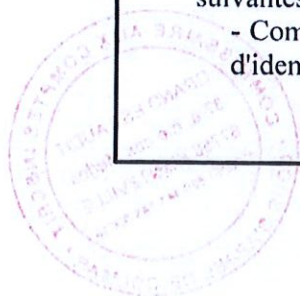
Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Concernant l'application du règlement sur les actifs, la société a retenu les hypothèses suivantes :

- Compte tenu de la nature de ses immobilisations, l'Agence n'a pas été en mesure d'identifier de composants significatifs.



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

- L'Agence ne prévoit pas de céder ses immobilisations avant l'achèvement de leur durée de vie.

La durée d'utilisation correspond en pratique aux durées d'usage qui étaient antérieurement pratiquées.

- La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur utilisation étant, pour la quasi-totalité de celle-ci, non significative ou difficilement chiffrable, elle n'a pas été prise en compte.

S'agissant de matériel d'occasion, les immobilisations sont amorties sur une courte durée.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

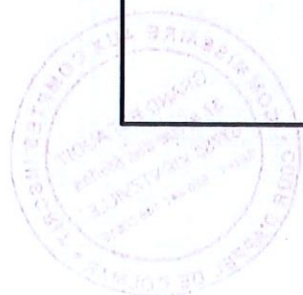
- Logiciel, outil d'édition numérique 3 ans
- Site internet 10 ans
- Installations techniques, matériel & outillage industriels 1-5 ans
- Installations générales, agencements 5-10 ans
- Matériel de transport 1-5 ans
- Mobilier de bureau & informatique, mobilier 3-5 ans

Subventions

Les subventions d'investissement qui financent des immobilisations, font l'objet d'une reprise au même rythme que l'amortissement des biens financés, cette reprise étant constatée dans les produits d'exploitation.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3. INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

3.1. La mise à disposition dans le cadre de baux d'occupation précaire par le Conseil Régional des locaux et matériels d'équipement de ces locaux n'a pas fait, en l'absence de loyer ou de redevance, l'objet d'une valorisation intégrée dans le compte de résultat au regard de la spécificité des locaux et de l'absence d'éléments comparatifs permettant de valoriser cette contribution volontaire.

3.2. L'agence assure l'entretien et le maintient en l'état des locaux situés à Selestat ainsi que la prise en charge des frais liés aux fluides, l'énergie, la fibre et le téléphone. Depuis l'autonomisation du FRAC une partie des frais communs liés à l'exploitation du bâtiment sont supportés par ce dernier. En 2023 à la suite d'effort important en terme de consommation énergétique, la clé de répartition de l'électricité a été fixée à 50/50 identique à la clé de répartition retenue pour le gaz.. En 2024, un avenant a été signé pour arrêter les nouvelles clés de répartition.

Le montant global de la refacturation des frais au FRAC s'élève à 89 941 € en 2024 contre 113 626 € en 2023. La refacturation est comptabilisée dans un compte produits des activités annexes. En 2023, cette refacturation était comptabilisé dans un compte de transfert de charges.

A noter également mais dans une moindre mesure, la prise en charge d'une partie des frais liés aux fluides et l'énergie par le Bureau des Images, indépendant juridiquement depuis l'Apport partiel d'Actif du Pôle Cinéma et Image Animée en 2022 à l'association Le Bureau des Images, pour un montant de 12 486 € en 2024.

3..3. La réponse de l'administration fiscale, suite au questionnaire fiscal relatif au caractère lucratif ou non de l'association, a conclu à un non assujettissement des activités de l'Agence Culturelle Grand Est au impôts commerciaux. L'Agence Culturelle Grand Est continue toute fois à être soumise à l'impôt sur les sociétés sur certains de ses revenus financiers.



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

3. Coreps

En 2024, a été mis en place Le Coreps. Il s'agit d'une instance régionale de dialogue social du spectacle vivant, le COREPS a pour mission principale de faciliter l'échange et le débat entre les organisations professionnelles, l'Etat et les collectivités territoriales. Il se concerte, alerte, veille et préconise mais n'est pas un lieu de décision des politiques publiques.

4. Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés ont été comptabilisés en 2009 pour la première fois en provision pour indemnités de fin de carrière.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon prospective sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des paramètres suivants :

- propres à chacun des salariés de l'association (âge à la date de clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- taux d'actualisation 3,38%
- taux de charges sociales et fiscales 50%,

Le montant de la provision pour indemnité de fin de carrière s'élève à 92 050 € au 31/12/2024.

5. Modernisations des états financiers (ANC n°2022-06)

a) La technique du transfert des charges a été supprimée.

- Les refacturations diverses sont comptabilisées dorénavant dans un compte "autres produits des activités annexes", dans le poste "Ventes de prestations de services" au lieu de transferts de charges,

- Les remboursements des indemnités journalières sont comptabilisées au crédit d'un compte "Remboursement des charges de personnel" en diminution du poste "Charges sociales".

b) Nouvelle définition du résultat exceptionnel

Dorénavant sont comptabilisées en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liées à un événement majeur et inhabituel.

Les opérations liées à la cession et la mise au rebut des immobilisations sont



Annexe au Bilan

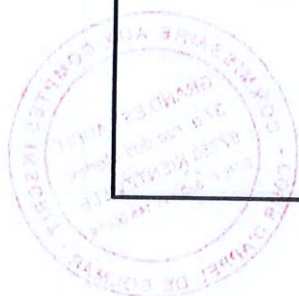
Etat exprimé en euros

reclassées dans des comptes d'autres charges et produits d'exploitation.

L'amortissement des subventions d'investissement est également transféré dans un compte autres produits d'exploitation.

6 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont actés par le bureau et non par les financeurs à savoir que le bureau est composé de l'ensemble des financeurs.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	434 469					434 469
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	434 469					434 469
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	4 973 303		638 649		153 812	5 458 141
	Instal., agencement, aménagement divers	621 655					621 655
	Matériel de transport	132 711					132 711
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	528 054		8 969		774	536 249
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 255 722		647 618		154 586	6 748 755	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A EIRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	222 500		315		200 000	22 815
	Prêts et autres immobilisations financières	7 750					7 750
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	230 250		315		200 000	30 565
TOTAL		6 920 441		647 933		354 586	7 213 789



Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	372 799	13 991		386 789
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	372 799	13 991		386 789
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	4 493 306	315 534	153 732	4 655 108
	Autres instal., agencement, aménagement divers	567 605	14 249		581 854
	Matériel de transport	99 918	13 377		113 294
	Matériel de bureau, mobilier	457 717	31 128	774	488 072
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 618 546	374 288	154 506	5 838 327
TOTAL		5 991 344	388 279	154 506	6 225 116



Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	84 455	7 595		92 050
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	84 455	7 595		92 050
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	84 455	7 595		92 050
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			7 595		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	7 750		7 750
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	79 118	79 118	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	23 719	23 719	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	269 101	269 101	
	Charges constatées d'avance	38 572	38 572	
	TOTAL DES CREANCES	418 261	410 511	7 750
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	12 030	12 030		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	101 282	101 282		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	53 034	53 034		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	67 340	67 340		
	Impôts sur les bénéfices	13 565	13 565		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	13 845	13 845		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	255 806	255 806		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	16 086	16 086		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	532 989	532 989		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	837 172	321 783			1 158 955
Excédent ou déficit de l'exercice	321 783	(321 783)	54 487		54 487
Situation nette	1 158 955		54 487		1 213 442
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	634 899		596 077	364 722	866 253
Provisions réglementées					
TOTAL	1 793 854		650 564	364 722	2 079 695



Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Fonds dédiés Qualiopi			16 558		30 013	13 455	
Fds dédiés CRCT-Editions des guides	10 000		10 000				
Fds dédiés NOVAKIN							
Fds dédiés act structurantes ds l'entrepr							
Fds dédiés spectacles vivants annulés/r	30 013				(30 013)		
Fds dédiés cinema audio report/annulés							
Fds dédiés projet d'établissement acc	39 293		35 046			4 247	
Fds dédiés DRAC Forum 2025		22 500				22 500	
Fds dédiés travaux consécutifs à l'étud							
Fds dédiés formation cinéma audio							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	79 306	22 500	61 604			40 202	



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			38 572
Maintenance batiment		3 794	
Licences		2 541	
Documentation		1 495	
Abonnements logiciels		28 107	
Maintenant informatique		2 491	
Abonnement télécom		134	
Divers		10	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			38 572



Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		149 199
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISS. FACT. NON PARVE</i>	68 512	68 512
Dettes fiscales et sociales <i>DETTES PROV.PR CONG.PAY.</i> <i>ORGANISMES SOCIAUX-CHARGE</i> <i>CHARGES A PAYER FORMATION</i>	49 010 25 485 3 187	77 682
Autres dettes <i>CLIENT AVOIR A ETABLIR</i> <i>DIVERS CHARGES A PAYER</i>	15 2 989	3 004



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		314 930
Autres créances clients CLIENTS FACT A ETABLIR	45 828	45 828
Autres créances ETAT CHARGES A PAYER PRODUITS A RECEVOIR	269 101	269 102

